

**LA LÉGION
AU RWANDA**

UN SUPPLÉMENT DE HUIT
PAGES SUR L'OPÉRATION TURQUOISE

RUANDA

OPÉRATION
TURQUOISE



OPERATION TURQUOISE

Le 15 juin 1994, le gouvernement français prend l'initiative de proposer une opération internationale pour faire cesser les massacres qui ensanglantent le Rwanda. Le 22 juin, l'organisation des Nations unies autorise la France à intervenir dans le cadre d'une opération militaro-humanitaire limitée dans le temps. Le lendemain, 23 juin, les hommes du commandement des opérations spéciales, prépositionnés au Zaïre, franchissent la frontière du Rwanda. L'opération *Turquoise* est déclenchée. Elle va commencer par une course de vitesse pour sauver ce qui peut l'être encore.

Depuis l'assassinat, le 6 avril, des présidents du Burundi et du Rwanda, les combats ont repris entre les Tutsis du front patriotique du Rwanda (F.P.R.) et les Hutus de l'armée régulière (F.A.R.).

Lorsque l'armée française pénètre au Rwanda, les F.A.R. sont défaits et fuient vers l'ouest devant la poussée du F.P.R. Avec elles, des milliers de réfugiés tentent d'échapper aux massacres auxquels se livrent les Tutsis, en représailles aux exactions dont ils avaient été eux-mêmes précédemment les victimes.

Le dispositif militaire français se met rapidement en place. Il est articulé en deux états-majors tactiques qui vont assurer, dans le sud-ouest du pays, «la zone humanitaire sûre» dont la France a fixé les limites. L'ensemble est aux ordres du général Lafourcade.

En simplifiant, la zone est partagée en deux : le nord, aux Troupes de marine, le sud, à la Légion.

L'E.M.T. SIERRA : LE GROUPEMENT LEGION

Au nord, le colonel Sartre, chef de corps du R.I.C.M., commande un groupement formé d'éléments venant de son propre régiment, du 11^{ème} R.A.Ma. et du 3^{ème} R.I.Ma.

L'E.M.T. sud est aux ordres du lieutenant-colonel Hogard, officier de Légion, ancien du 4^{ème} R.E. et du 2^{ème} R.E.P. Il arrive de Djibouti où il sert à l'état-major des forces françaises stationnées à Djibouti.

Son dispositif est formé, pour sa composante Légion, de la 1^{ère} compagnie du 2^{ème} R.E.I., de la 3^{ème} compagnie de la 13^{ème} D.B.L.E. et d'une équipe de C.R.A.P. du 2^{ème} R.E.P. La section du 6^{ème} R.E.G. qui était en «tournante» en Centrafrique est engagée, elle aussi, au Rwanda, mais aux ordres directs du poste de commandement interarmées de théâtre (P.C.I.A.T.) qui est basé à Goma, au Zaïre.



28 juin 1994, la 3/13^{ème} D.B.L.E. embarque à Djibouti, direction Goma.



Ses véhicules et son matériel lourd sont transportés sur les Antonov AN 124.



La soute impressionnante de l'Antonov AN 124. Cet appareil est un appareil civil loué pour l'opération à des compagnies aériennes russes.





Dès son arrivée au Rwanda, la 1^{ère} compagnie du 2^{ème} R.E.I. prend en compte le camp de réfugiés de Nyarushishi.



Tout est calme dans le camp. Il n'en sera plus de même après l'effondrement des F.A.R. qui amènera un afflux massif de réfugiés.

Le groupement sud compte également dans ses rangs des détachements de transmissions et de soutien (14^{ème} R.P.C.S.), de transit (régiment de livraison par air), de transport (511^{ème} R.T./403^{ème} R.A.), un détachement avancé de soutien du B.S.L. et des détachements de liaison (D.L.) formés d'officiers ayant déjà servi au Rwanda, qui se révéleront d'un précieux secours.

Ponctuellement, le groupement sera renforcé d'une équipe de C.R.A.P. du 35^{ème} R.A.P. et, à partir de la fin juillet, il comptera une compagnie supplémentaire fournie par le régiment de commandos tchadiens. Au total, sans les Tchadiens, le groupement a un effectif d'environ quatre cents hommes.

L'opération *Turquoise* va se dérouler en trois phases : une phase militaire, du 30 juin au 17 juillet, une phase sécuritaire, du 18 juillet au 30 juillet, puis une phase politico-humanitaire à partir du mois d'août.

LA PHASE MILITAIRE 30 juin - 17 juillet

La 1^{ère} compagnie du 2^{ème} R.E.I., aux ordres du capitaine Nicol, est la première à pied d'œuvre. Partie de Nîmes le 23 juin en deux fractions qui ont transité, l'une par Bangui, l'autre par Libreville, la compagnie se regroupe sur la plate-forme de Goma au Zaïre le 28. Motorisée sur V.L.R.A., elle franchit les cent quatre-vingt-seize kilomètres de piste qui séparent Goma de Bukavu. On est déjà loin de la canicule nîmoise... La piste qui contourne le lac Kivu par l'ouest, culmine à 2 500 mètres d'altitude. Les légionnaires, surpris par les brumes et par le froid, ont tôt fait de comprendre pourquoi on appelle cette région la Suisse de l'Afrique...

Mais l'heure n'est pas au tourisme. Dès le 30, la 1^{ère} compagnie, placée provisoirement aux ordres du C.O.S., prend en compte le camp de réfugiés tutsis de Nyarushishi, et jette une section renforcée de *Milan* à quatre-vingts kilomètres de Bukavu, face à Kitabi, en soutien du C.O.S.

COMPOSITION DU GROUPEMENT SUD



ETAT-MAJOR

1^{ère} COMPAGNIE
2^{ème} R.E.I.

3^{ème} COMPAGNIE
13^{ème} D.B.L.E.

COMPAGNIE
COMMANDOS
TCHADIENS

EQUIPE
C.R.A.P./2^{ème} R.E.P.

EQUIPE
C.R.A.P./35^{ème} R.A.P.

SECTION TRANS
14^{ème} R.C.P.S.

SECTION TRANSIT
R.L.A.

PELTON DE
TRANSPORT
511^{ème} R.T./403^{ème} R.A.

DETACHEMENT
DE SOUTIEN
B.S.L.

DETACHEMENT
SECURITE CIVILE
B.S.P.P./U.I.I.S.C. 7



Le détachement de Djibouti se pose à Goma à partir du 29 juin. Le personnel est venu en D.C. 10, le matériel suit dans les énormes *Illyshin IL 76* et *Antonov 124* loués à l'*Aeroflot*. Par la piste, il gagne Bukavu puis Cyangugu au Rwanda où s'établit le P.C. de l'E.M.T.

L'équipe de C.R.A.P. qui était à Libreville avec la C.E.A. du 2^{ème} R.E.P., rejoint le groupement sud le 3 juillet. Elle est commandée par le lieutenant Raoul.

À peine regroupé, l'E.M.T. déploie son dispositif opérationnel. La 3/13^{ème} D.B.L.E., aux ordres du capitaine Bouchez, s'installe aux lisières est de la forêt de Nyungwe en soutien du C.O.S. Il s'agit, dans un premier temps, d'assurer le recueil des équipes du C.O.S. qui patrouillent en avant de la «zone humanitaire sûre» en jalonnant l'avance du F.P.R., puis de défendre la limite définie par la France dans l'hypothèse où les forces du F.P.R. s'aviseraient de la franchir.

Les sections s'enterrent sur leurs positions. De véritables fortins s'édifient en lisière des forêts d'eucalyptus. Les emplacements sont bientôt capables de soutenir un siège !

Mais le F.P.R. renonce finalement à affronter les troupes françaises, le dispositif de défense statique est allégé et les unités sont orientées sur des missions de contrôle de zone.

Les compagnies ont sous leur coupe des secteurs de six cents kilomètres carrés ! La mission est simple : il faut arrêter les massacres de populations civiles, qu'elles soient hutues ou tutsies, en employant éventuellement la force.

Tous les jours, les sections parcourent des dizaines de kilomètres à pied ou en véhicule à travers la campagne rwandaise. Les patrouilles de nuit se montrent particulièrement efficaces. L'interception de miliciens tentant de s'infiltrer, le guet permanent mettent rapidement un frein aux exactions. La population prend confiance et apprécie la sécurité qui règne dans le secteur sous contrôle français.

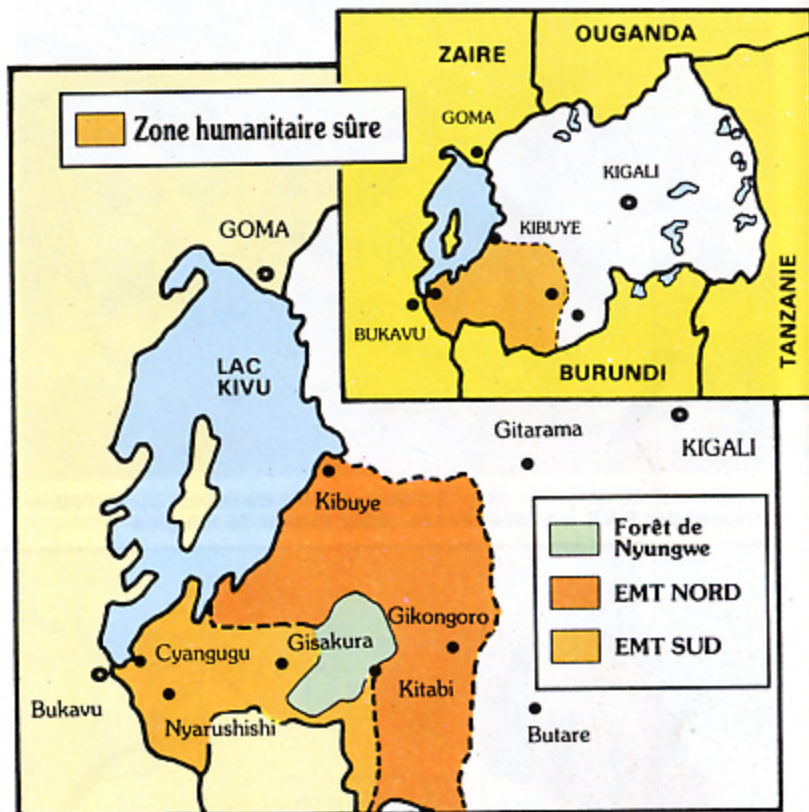
Le renseignement, humanitaire ou opérationnel, commence à remonter. Certains réfugiés, ayant dû abandonner une partie de leur famille dans leur fuite, demandent l'aide des légionnaires pour récupérer, qui leur femme, qui leurs enfants, cachés chez les Hutus modérés. A tour de rôle, les sections assurent ces missions «d'extraction» de personnes menacées.

Le 14 juillet 1994, l'E.M.T. peut célébrer la fête nationale dans un climat relativement serein. La veille, un détachement de la *Minuar*, composé d'officiers maliens, canadiens, nigériens et zimbabwéens est venu au P.C. de l'E.M.T. pour préparer la relève prévue à la fin août. Les O.N.G., un moment réticentes, viennent prendre contact avec les autorités militaires.

Mais au moment où la situation semble se stabiliser, l'effondrement définitif des F.A.R. va provoquer une dangereuse déstabilisation du dispositif.



Les légionnaires font connaissance avec la forêt rwandaise.



Le groupe mortiers de la 1/2^{ème} R.E.I. en surveillance à la lisière de la forêt de Nyungwe. Lorsque la compagnie sera relevée, il restera sur place détaché en renforcement auprès de la 3/13^{ème} D.B.L.E.

(Photo : Yves Debay)



La 3/13^{ème} D.B.L.E. a pris place à son tour face à Kitabi. Les intentions du F.P.R. ne sont toujours pas connues, mais on a prévu le pire...



Le F.P.R. a finalement décidé de ne pas attaquer les forces françaises. Tout en maintenant un dispositif allégé de surveillance à la frontière, la 3/13^{ème} D.B.L.E. passe en contrôle de zone.

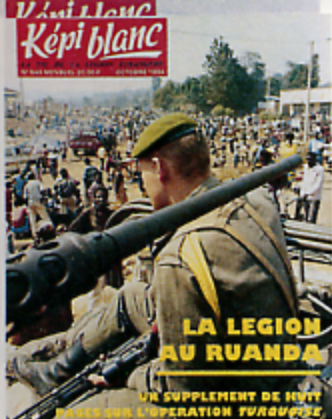


(Photo : Yves Debay)



(Photo : Yves Debay)

Un V.L.R.A. de la section des tireurs d'élite de la 3/13^{ème} D.B.L.E., équipée de fusils de précision Barret. Une impression de puissance qui inspire le respect...



LA PHASE SECURITAIRE

18 juillet – 30 juillet

Battue sur le terrain, l'armée rwandaise se replie, en désordre, vers la «zone humanitaire sûre». L'E.M.T. provoque et organise l'évacuation du gouvernement de transition rwandais vers le Zaïre. Le 17 juillet, le gouvernement rwandais passe au Zaïre. Les C.R.A.P. organisent l'extraction par H.M. d'un ancien Premier ministre et de sa famille.

Toutes les structures administratives s'effondrent. La ville frontalière de Cyangugu est submergée par le flot des réfugiés. Les unités de la gendarmerie rwandaise, débordées, s'enfuient elles aussi. Aussitôt, pillages, rackets et assassinats se multiplient.

La réaction du groupement est immédiate. Elle se traduit d'abord par la prise en compte de la protection d'un certain nombre de points sensibles (postes frontière, usines électriques, centrale des eaux, dépôt des organisations humanitaires...) et par le développement des missions à but sécuritaire.

Ces missions sont menées avec l'énergie qu'exigent l'urgence et la gravité de la situation.

Le 18, une compagnie à deux sections du 2^{ème} R.E.I., une section de la «13» et l'équipe C.R.A.P. intervient dans Cyangugu même pour faire cesser les exactions. Les pillards opèrent en plein centre de la ville, pensant agir en toute impunité. Ils ont la mauvaise surprise de voir fondre sur eux une centaine de légionnaires, manœuvrant comme à la parade, avançant sous la protection de leurs armes d'appui postées sur les terrasses. Les pillards n'insistent pas et la compagnie récupère là ses premières armes.

Dans les jours qui suivent, la compagnie va se multiplier, se partageant entre les missions statiques de protection et les interventions tous azimuts.

Les sections sont sans arrêt sur la brèche mais le bilan est éloquent.

Le 23 juillet, la 3/13^{ème} D.B.L.E. saisit un stock impressionnant d'armes et de munitions : cinq cents armes et deux tonnes de munitions ! Le lendemain, c'est la compagnie du «2» qui est à l'honneur.

Le sous-officier adjoint de la 1^{ère} section intercepte un véhicule civil dans la région de Gisoma. Bingo ! A l'arrière du fourgon, il découvre plus de cent AK 47, treize RPG 7 et près de cinquante mille cartouches !



Route de Grisoma, à l'extrême sud-ouest du pays, le 24 juillet. Un véhicule civil est intercepté. Ses occupants sont désarmés et neutralisés...



... Le véhicule passe à la fouille. Surprise de taille en soulevant la bâche qui recouvrait le plateau !



... Plus d'une centaine de fusils d'assaut, treize lance-roquettes et cinquante mille cartouches. Joli bilan pour cette section du 2^{ème} R.E.I. !



Les C.R.A.P. du 2^{ème} R.E.P. participent à la restructuration des forces de l'ordre ruandaises. Ici, dans la presqu'île de Gafunzo, ils affectent leur armement de dotation aux gendarmes ruandais.

La 2^{ème} section ne veut pas être en reste. Le lendemain, sur renseignement, elle s'infiltré de nuit dans le village de Bugarama, à proximité des frontières du Burundi et du Zaïre et coiffe, par surprise, une bande d'*Interhamwe*, dangereux miliciens extrémistes qui tuent, pillent et terrorisent la population. Là aussi, des prisonniers et un solide bilan.

L'arrivée du renfort de la compagnie tchadienne permet de décharger les compagnies de Légion des missions de sûreté immédiate, et d'accentuer la pression sur les *Interhamwe*.

Il n'y a plus, désormais, de sanctuaires pour les pillards et, à la fin du mois de juillet, le calme est rétabli dans le secteur de l'E.M.T.

LA PHASE POLITICO - HUMANITAIRE

Pendant que les compagnies poursuivent leurs missions de présence sécuritaire, l'état-major de l'E.M.T. s'attelle à remettre en place des structures administratives temporaires. Tel l'administrateur des temps d'antan, le chef de secteur réunit un comité préfectoral intérimaire, crée des comités de zone, des comités locaux et rétablit les forces de l'ordre, gendarmes et policiers locaux. Les C.R.A.P. font de l'assistance militaire technique. Ils arment les gendarmes avec le matériel récupéré sur les F.A.R. et les *Interhamwe* et les «installent» aux abords des frontières et des centres de commerce importants.



Le poste frontière de Cyangugu, avec le pont qui relie le Zaïre et le Ruanda.



La participation active des états africains à la résolution du problème ruandais était l'un des souhaits de la diplomatie française. L'intégration d'une compagnie de commandos tchadiens dans le dispositif du groupement sud a donné toute satisfaction. Habitues à travailler ensemble au Tchad, au cours des missions de type *Epervier* ou par le biais des D.A.M.I., les légionnaires et leurs camarades tchadiens ont rapidement formé un ensemble soudé et homogène.



Image maintenant classique des missions humanitaires : un légionnaire distribue la nourriture aux réfugiés Hutus.



Tout le groupement est impliqué dans la campagne psychologique qui vise à convaincre les réfugiés, sinon à rentrer chez eux, du moins à ne pas aller se lancer dans un exode vers le Zaïre, suicidaire en raison des conditions sanitaires et matérielles qui les y attendent.

Le volet humanitaire de la mission où la Légion apporte son soutien aux O.N.G., n'est que routine pour les deux compagnies qui, depuis la Bosnie pour l'une, et la Somalie pour l'autre, ont déjà une certaine expérience du genre...

À la fin du mois d'août, comme le prévoyait la motion de l'O.N.U., les militaires français passent le relais à la *Minuar II* (mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda).

À Cyangugu, le 21 août, le lieutenant-colonel Hogard confie la zone sud au bataillon éthiopien, une unité interarmes forte de mille hommes.

Les unités élémentaires peuvent rentrer dans leur garnison avec la légitime fierté du devoir accompli. La mission des soldats français, dans les débuts de cette opération, n'avait reçu qu'un soutien très mitigé de la part de la communauté internationale. Il est tout à l'honneur des légionnaires d'avoir participé à sa réussite et provoqué ainsi, dans une certaine mesure, l'engagement des autres nations à nos côtés.

Dossier réalisé par le S.I.H.L.E. avec la participation du P.C. de l'E.M.T. Sierra, de la 1/2^{ème} R.E.I., de la 3/13^{ème} D.B.L.E. et des C.R.A.P. du 2^{ème} R.E.P.

Photos : 1/2^{ème} R.E.I., 3/13^{ème} D.B.L.E., C.R.A.P./2^{ème} R.E.P., adc Rebeyrol-Brimeur (P.C./E.M.T. Sierra), M. Yves Debay.



31 juillet 1994 à Cyangugu. Le lieutenant-colonel Hogard, commandant le groupement sud, présente son état-major à monsieur Balladur, Premier ministre, et monsieur Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, en présence du général Lafourcade qui commande l'opération.



6 août 1994 à l'usine à thé de Gisakura. Le lieutenant-colonel (t.a.) Beth, qui vient de prendre le commandement de la 13^{ème} D.B.L.E. quelques jours plus tôt, fait connaissance, sur le terrain, avec sa 3^{ème} compagnie.



21 août 1994 à Cyangugu. Les quatre cents hommes du groupement sud passent le relais à un bataillon interarmes éthiopien, fort de mille hommes, qui vient les relever au titre de la *Minuar II*.



Il est midi quand le drapeau français est amené une dernière fois. Le mandat du contingent français expire le soir même, à minuit.